

Mobilité des “cerveaux” et citoyenneté européenne : des facteurs d’intégration pour l’UE

En 2002, la *Stratégie de Lisbonne* laissait 10 ans aux Etats membres pour transformer l’UE en un leader mondial de la technologie. Des réformes nationales devaient être engagées pour accroître la compétitivité du continent, dans le respect des normes et défis relevant de la nouvelle économie (ou économie de la connaissance).

Mais dans un rapport à mi-parcours (2004), Wim Kok affirmait que « l’*Agenda de Lisbonne* risquait de devenir un synonyme d’objectifs non atteints et de promesses non tenues » et condamnait l’absence d’initiative politique efficace.

Un certain nombre d’erreurs furent relevées, parmi lesquelles : des objectifs peu réalistes, un trop grand nombre de critères ou la tension entre buts communs et variété des contextes nationaux.

Comment entrevoir une meilleure issue à la situation actuelle ? En augmentant une mobilité géographique des citoyens qui pourrait bénéficier tant au marché européen qu’à la communauté politique de l’union.

Enjeux

On considère l’éducation et la formation professionnelle comme les ressorts de l’économie de la connaissance. Elles doivent donc être une priorité pour les politiques publiques. Et c’est un fait, les pays qui allouent le plus de ressource à l’enseignement supérieur affichent les meilleures performances. Comme ce domaine relève avant tout des prérogatives de l’Etat, l’*Agenda de Lisbonne* mettait l’accent sur la responsabilité nationale, parfois avec l’aide de ressources communautaires, pour atteindre les objectifs : accroître et améliorer l’investissement en R&D, faciliter l’innovation et le développement des NTIC, investir dans le capital humain en améliorant les standards de formations etc.

Diagnostique

Toutes ces mesures devaient être incluses dans une modernisation globale des systèmes d’enseignement supérieur et de recherche. Mais le projet fut au final jugé trop ambitieux au regard des instruments à disposition pour le mener à bien.

Dans cette perspective, le budget européen apparaît comme un enjeu de taille. Il est aujourd’hui relativement limité puisqu’il représente par exemple 1/20 du budget fédéral américain. Ajoutons qu’il est avant tout investi dans la PAC et la politique régionale, alors qu’il pourrait être utilisé pour soutenir des politiques nationales correspondant à des objectifs communautaires. On doit donc pouvoir encourager des initiatives nationales via le budget européen..

La grande mobilité des citoyens américains est également au coeur du succès des politiques qui y sont menées. A sein de l’UE, l’ouverture des frontières et la libre circulation des biens et

des personnes n'ont pas conduit à une circulation manifeste des travailleurs (ou du facteur travail), en dépit des délocalisations tant décriées.

La libre circulation des hommes, des biens et des capitaux n'a pas toujours engendré les effets économiques attendus. On ne compte qu'1% des citoyens européens travaillant dans un autre Etat membre que celui dans lequel ils sont nés. En outre, 50% de ceux qui ont fait le choix de la mobilité, ont d'abord été motivés par des raisons personnelles et non professionnelles.

La faible mobilité des étudiants et des employés, combinée à certaines lacunes d'intégration du marché, a des effets négatifs sur la croissance économique dans un contexte mondialisé. Les normes et les performances du secteur universitaire et scolaire européen devraient être améliorées et modernisées. Reste à savoir comment. A nos yeux, cela doit être fait grâce à la mobilité des citoyens.

Ressorts

Les moyens sont les suivants : de bonnes capacités d'accueil pour les citoyens mobiles, une reconnaissance trans-européenne des diplômes et de l'excellence scientifique, une coopération plus large entre universitaires, chercheurs, institutions et pays membres, un système d'appel à projet concurrentiel, des bourses et allocations pour les étudiants ou jeunes experts de haut niveau et les équipes de recherche de pointe, une approche fondée sur le capital humain à l'échelle du continent etc.

La concentration géographique des infrastructures est un autre élément important : les *clusters* à l'instar du MIT ou de la Silicon Valley sont en effet les modèles archétypaux du principe de croissance endogène. Ce qui vient souligner l'importance de la création d'une nouvelle agence européenne de la recherche, sur le modèle de l'American National Science Foundation. L'espace européen de l'innovation et de la recherche doit être mieux intégré et se doit de reposer sur des pôles d'excellence.

Mais cela requiert une connaissance avancée des langues étrangères. L'Union européenne n'est pas homogène sur le plan linguistique, ce qui crée des problèmes de communications. La connaissance d'au moins deux langues européennes apparaît comme un pré-requis. Une telle priorité met l'accent sur le rôle central de la mobilité des professeurs de langue.

Proposition

La programme SOCRATES déjà existant sert de cadre aux échanges Erasmus. Mais les dix premières années de cette initiative (de 1987 à 1997) seuls 500.000 étudiants ont pu faire l'expérience de la mobilité, alors que la population de l'UE s'élève aujourd'hui à environ 495 millions.

Nous plaidons pour la mise en place d'un programme HUMBOLDT par lequel des enseignants du primaire et du secondaire donneraient des cours dans leur langue maternelle sur tout le territoire de l'UE, contribuant ainsi au développement de la coopération intra-européenne et à une meilleure connaissance mutuelle. On doit parallèlement créer des classes ou des écoles européennes dans lesquelles l'ensemble des matières serait enseigné dans 2 ou 3 langues différentes.

Aujourd'hui, 3% du PIB américain est consacré à l'enseignement supérieur alors que dans l'UE, on n'en dépense que 2% en moyenne. Pour atteindre le taux de mobilité que nous appelons de nos vœux, nous sommes convaincus que des politiques doivent être financées par le budget de l'UE, la Banque Européenne d'Investissement, la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement ainsi qu'à l'aide de partenariats public/privé

La forte mobilité des citoyens, qu'ils soient étudiants ou employés contribuera à la formation d'une citoyenneté européenne comme à rendre le marché du travail plus « fluide » au sein de l'UE en faisant émerger une sorte de « reflex Europe » qui pourrait réduire l'angoisse liée à l'expatriation.

L'action publique devrait dès lors se concentrer sur l'éducation, la formation et la R&D pour favoriser l'innovation qui est au cœur de la nouvelle économie de la connaissance. Des mesures de moyen et long terme doivent être favorisée pour augmenter la croissance potentielle. La compétitivité du continent en dépend.

Adrien Fauve (France) pour Nouvelle Europe